

# TABLEAU DE BORD DE L'ASSURANCE 2016

◉ Les chiffres clés	p. 61
◉ L'activité des assurances de biens et de responsabilité	p. 63
◉ L'activité des assurances de personnes	p. 69
◉ L'assurance et l'épargne longue des ménages	p. 74
◉ L'assurance et la protection sociale des ménages	p. 76
◉ L'activité financière de l'assurance	p. 79
◉ Cahier statistiques	
Les cotisations	p. 86
Les prestations	p. 89
Les données comptables	p. 90
Les placements des sociétés d'assurances	p. 94
Les données financières	p. 97
◉ Les principaux textes européens adoptés en 2016	p. 98
◉ Les principaux textes nationaux adoptés en 2016	p. 99
◉ Les adresses utiles	p. 105
◉ Les crédits	p. 106

# LES CHIFFRES CLÉS

## Environnement économique et financier

Niveau ou évolution au 31 décembre 2016

■ Taux 3 mois	- 0,32 %
■ Taux livret A	0,75 %
■ Taux 10 ans	0,68 %
■ CAC 40	4 862 pts (+ 4,9 %)
■ Inflation	+ 0,2 %
■ PIB en valeur	2 229 Md€
■ Évolution du PIB en volume	+ 1,2 %
■ Évolution de la consommation des ménages	+ 2,3 %
■ Évolution de l'investissement des entreprises	+ 3,6 %
■ Évolution du revenu disponible brut	+ 1,7 %
■ Taux d'épargne des ménages	13,9 %
■ Flux d'endettement habitat des ménages	33,8 Md€
■ Taux de chômage (au sens du BIT)	10,0 %

Sources : Fédération bancaire européenne, Banque de France, Agence France Trésor, Euronext, Insee

## Ensemble assurances - affaires directes France

	2015 en Md€	2016 en Md€	Évolution 2016
<b>■ Cotisations (ensemble)</b>	<b>208,7</b>	<b>208,8</b>	<b>+ 0,1 %</b>
<b>■ Cotisations en Assurances de personnes</b>	<b>156,3</b>	<b>155,5</b>	<b>- 0,5 %</b>
- dont Vie et capitalisation	135,5	133,9	- 1,2 %
• dont euros	107,6	106,7	- 0,8 %
• dont unités de compte <sup>(1)</sup>	28,0	27,2	- 2,6 %
- dont Maladie et accidents corporels	20,8	21,5	+ 3,6 %
• dont soins de santé	11,0	11,4	+ 3,6 %
• dont incapacité-invalidité-dépendance-décès accidentel	9,7	10,1	+ 3,6 %
<b>■ Provisions mathématiques vie</b>	<b>1 549,3</b>	<b>1 591,0</b>	<b>+ 2,7 %</b>
- dont unités de compte <sup>(1)</sup>	282,0	304,1	+ 7,8 %
<b>■ Cotisations en Assurances de biens et de responsabilité</b>	<b>52,4</b>	<b>53,4</b>	<b>+ 1,9 %</b>
- dont automobile	20,4	20,8	+ 1,8 %
- dont multirisques habitation	10,0	10,3	+ 2,5 %
- dont professionnels et agricoles	7,5	7,6	+ 1,6 %
- dont responsabilité civile générale	3,6	3,6	+ 1,1 %
- dont construction	2,1	2,1	- 2,1 %

Source : FFA

(1) Y compris les supports Eurocroissance

# L'ACTIVITÉ DES ASSURANCES DE BIENS ET DE RESPONSABILITÉ EN 2016

## Une croissance mesurée des cotisations

Dans un environnement économique marqué par une faible croissance pesant sur la matière assurable et dans un contexte de concurrence intense, la progression du marché des assurances de biens et de responsabilité demeure modérée en 2016 (+ 1,9 % après + 2,3 % en 2015).

Le secteur des particuliers continue de tirer le marché à la hausse, grâce à la bonne tenue du marché de l'habitation et à la résistance du marché de l'automobile.

## Les assurances de biens et de responsabilité – affaires directes France

	Cotisations 2016 en Md€	Évolution 2016/2015	Part du CA
<b>■ Ensemble - affaires directes</b>	<b>53,4</b>	<b>+ 1,9 %</b>	<b>100 %</b>
Particuliers	33,6	+ 2,5 %	62,9 %
Professionnels	19,8	+ 0,8 %	37,1 %
<b>■ Par branches</b>			
Automobile	20,8	+ 1,8 %	39,0 %
Multirisques habitation	10,3	+ 2,5 %	19,2 %
Biens professionnels et agricoles	7,6	+ 1,6 %	14,3 %
Catastrophes naturelles	1,6	+ 1,1 %	3,0 %
Construction	2,1	- 2,1 %	3,9 %
Responsabilité civile générale	3,6	+ 1,1 %	6,8 %
Protection juridique	1,3	+ 7,5 %	2,4 %
Transports	0,9	- 8,5 %	1,7 %
Crédit-caution	1,1	- 4,2 %	2,2 %
Assistance	2,1	+ 9,6 %	3,8 %
Pertes pécuniaires	2,0	+ 6,4 %	3,7 %

Source : FFA

## Une sinistralité en hausse sensible

2016 est une mauvaise année en matière climatique pour l'assurance. Le coût des dommages assurés dû aux événements naturels est estimé à 2,4 Md€ pour 2016 dont 1,4 Md€ pour les seules inondations survenues fin mai-début juin. Ces inondations, qui ont touché les bassins Seine moyenne et Loire, sont les plus coûteuses que le régime des catastrophes naturelles ait enregistré depuis sa mise en place en 1982.

Cette sinistralité climatique s'accompagne d'une hausse des coûts moyens automobiles et d'une recrudescence des cambriolages. Au global, la charge des sinistres est en hausse sensible (+ 5,2 %).

### Événements météorologiques majeurs de l'année 2016

■ Mai : orages de grêle	Coût estimé à 270 M€
■ Mai-Juin : crue des bassins Seine moyenne et Loire	Coût estimé à 1 420 M€
■ Octobre : inondations du Languedoc	Coût estimé à 75 M€

## Automobile : hausse de la sinistralité

Confrontée à une concurrence toujours vive, l'évolution du chiffre d'affaires de l'assurance automobile reste limitée en 2016 avec une croissance de + 1,8 %, similaire à celle des deux exercices précédents.

Le marché est porté par une croissance de + 5,8 % des immatriculations de véhicules neufs et par l'effet positif du niveau des garanties lié au rajeunissement du parc. Parallèlement, le marché des véhicules d'occasion a également été dynamique avec une croissance de 1,8 %.

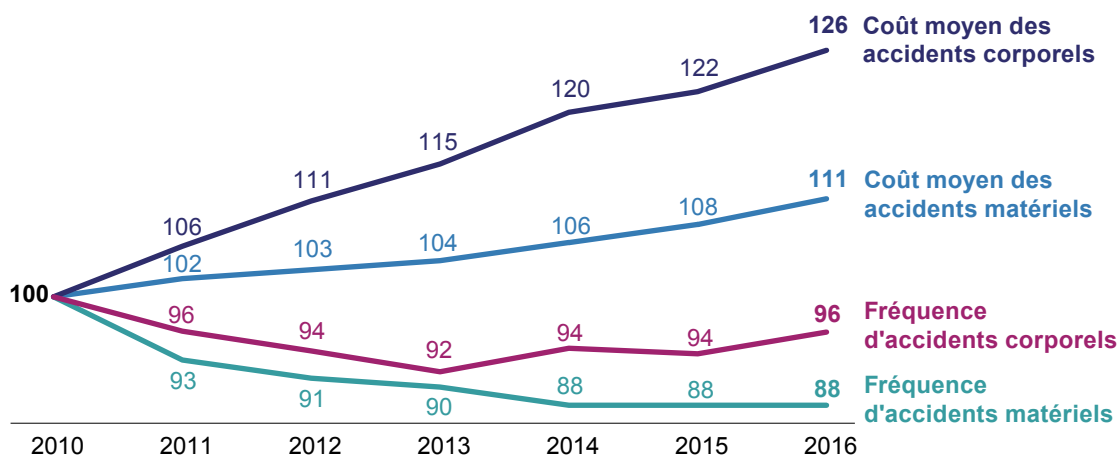
En termes de sinistralité, la nouvelle progression de la circulation routière a contribué à la mauvaise orientation des indicateurs de la Sécurité Routière (nombre de tués + 0,5 % en 2016 ; nombre de

blessés hospitalisés + 2,2 %). Cette situation impacte le secteur avec une hausse de la fréquence des sinistres RC corporels (+ 2,7 %).

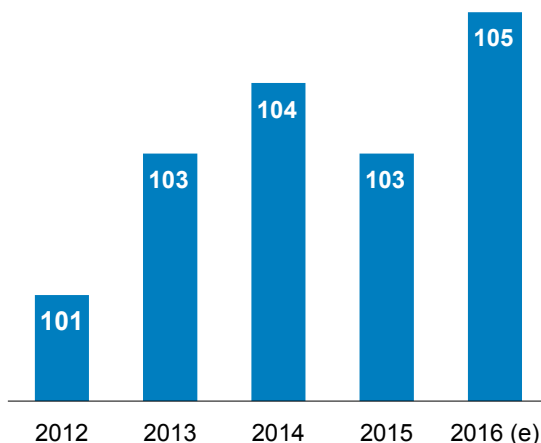
Associée à la nette accélération du coût moyen des sinistres matériels ainsi qu'à celle observée depuis plusieurs années des sinistres corporels, la dégradation de la sinistralité de la branche est importante (+ 5,5 %), d'autant que les conditions climatiques ont été également défavorables.

Cette augmentation est également liée au contexte de taux bas qui induit mécaniquement une hausse des provisions avec engagements viagers, à montant d'indemnisation inchangé (effet d'actualisation).

### Sinistralité automobile



### Ratio combiné automobile

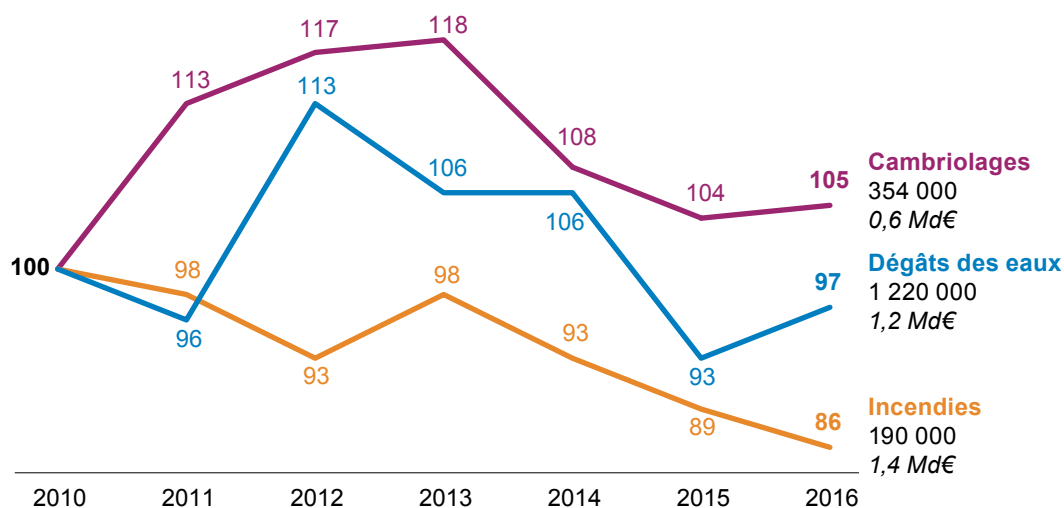


## Multirisques habitation : ralentissement des cotisations

L'évolution des cotisations du marché de l'assurance MRH en 2016 se situe à + 2,5 %, en retrait par rapport aux années précédentes (+ 3,6 % en 2015, + 4,5 % en 2014). Cette tendance résulte de la conjonction d'une concurrence forte et de la poursuite du ralentissement de l'indice construction tout au long de l'année (+ 0,4 % de hausse en 2016).

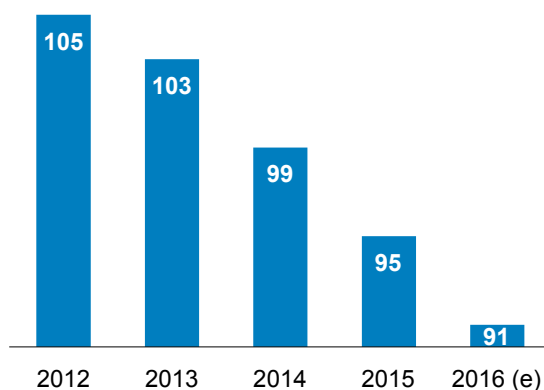
Malgré des événements climatiques importants (pluies, inondations, grêle) pour la plupart relevant du régime des catastrophes naturelles, la charge des prestations est restée contenue par rapport à 2015. L'amélioration du ratio combiné comptable provient de la forte révision des provisions sur les exercices antérieurs à 2016.

### Sinistralité habitation



Fréquence des sinistres

### Ratio combiné habitation



## Dommmages aux biens des professionnels et agricoles : croissance modérée

Dans la continuité des années précédentes, le marché des dommages aux biens des professionnels et agricoles croît modérément en 2016 (+ 1,6 %). La sinistralité des risques industriels apparaît en léger recul, les sinistres importants étant moins nombreux et coûteux en 2016 qu'en 2015.

A contrario, la sinistralité des dommages aux biens agricoles\* explose en 2016 du fait d'une très forte hausse de la charge des sinistres imputable aux événements naturels qui ont fortement impacté l'assurance récoltes dont la charge des sinistres s'établit à 750 M€ (après 207 M€ en 2015). Outre les inondations de fin mai-début juin, les cultures ont également souffert des effets de la grêle, du gel et de la sécheresse.

*\* Incendie, multirisques, grêle et tempêtes sur cultures*

## Évolution des sinistres importants (ensemble multirisques dommages aux biens hors catastrophes naturelles)

Vue fin de première année

	2014	2015	2016
<b>■ Sinistres ≥ 2 M€</b>			
- Nombre	99	104	96
- Coût en M€	405	508	463
<b>■ dont sinistres ≥ 10 M€</b>			
- Nombre	3	6	9
- Coût en M€	41	160	140

## Transports : recul des cotisations

Le marché de l'assurance transports, dominé par les marchandises transportées, recule en 2016 (- 8,5 %), à 0,9 Md€. Cette évolution s'inscrit dans une concurrence accrue et une surcapacité chronique de la flotte, surcapacité qui semble en

cours de résorption. Le contexte économique et géopolitique s'est avéré pénalisant avec un fort ralentissement des échanges mondiaux (+ 1,3 % en 2016) et une forte incertitude face au Brexit et à la montée des politiques protectionnistes.



## RC Générale : progression des cotisations

Après trois années de recul, la branche RC Générale enregistre une légère hausse (+ 1,1% en 2016) de ses encaissements. Le marché est

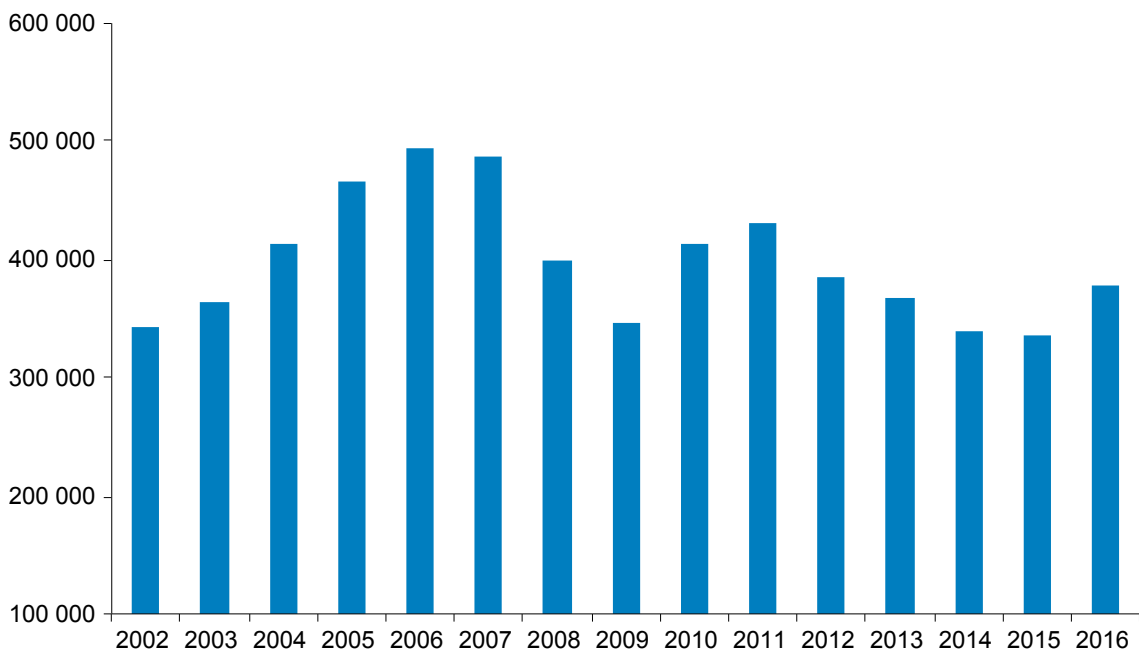
très hétérogène, rassemblant des risques aussi différents que la RC Médicale, la RC du Bâtiment ou la RC des Entreprises de fabrication.

## Construction : évolution contrastée entre Responsabilité Civile et Dommages-Ouvrage

Après huit années de crise, l'activité du bâtiment s'est redressée en 2016 (+ 1,9 % en volume) avec une progression des mises en chantier de logements neufs de + 12,3 % sur l'année. Si ce rebond se manifeste à travers la progression

des cotisations en garantie dommages-ouvrage (+ 9,2 %), son impact sur la RC décennale n'apparaîtra qu'en 2017. Au global les encaissements de l'ensemble de la construction demeurent en baisse (- 2,1 %).

### Logements mis en chantier



Source : SOES

# L'ACTIVITÉ DES ASSURANCES DE PERSONNES EN 2016

Les cotisations des assurances de personnes restent quasi stables en 2016 et s'établissent à 155,5 Md€ en affaires directes France, après trois années de croissance.

Cette évolution est marquée par une légère baisse des cotisations d'assurance vie et des bons de capitalisation de - 1,2 % pour un montant de 133,9 Md€ et une progression des cotisations relatives aux assurances de dommages corporels

(maladie et accidents corporels non auto) qui atteignent 21,5 Md€, en hausse de 3,6 %.

Par ailleurs, les prestations en assurance vie et capitalisation (116,8 Md€) sont en progression comme en 2015 (+ 4,3 %) après les baisses observées en 2014 (- 1,6 %) et en 2013 (- 9,7 %). De leur côté, les charges de prestations des assurances maladie-accidents continuent de progresser (+ 4,9 % en 2016) pour représenter 16,9 Md€.

## Les assurances de personnes en 2016 – Affaires directes France

Cotisations : 155,5 Md€ (- 0,5 %)	2016 en Md€	Évolution
■ Vie et capitalisation	133,9	- 1,2 %
Supports euros	106,7	- 0,8 %
Supports unités de compte <sup>(1)</sup>	27,2	- 2,6 %
■ Maladie et accidents corporels	21,5	+ 3,6 %
Soins de santé	11,4	+ 3,6 %
Incapacité-Invalidité-Dépendance-Décès accidentel	10,1	+ 3,6 %

Prestations : 133,7 Md€ (+ 4,3 %)	2016 en Md€	Évolution
■ Vie et capitalisation	116,8	+ 4,3 %
■ Maladie et accidents corporels <sup>(2)</sup>	16,9	+ 4,9 %

Collecte nette (vie et capitalisation) : 17,1 Md€ (- 27 %)	2016 en Md€	Évolution
Supports euros	3,1	- 66,0 %
Supports unités de compte <sup>(1)</sup>	14,0	- 2,0 %

Encours <sup>(3)</sup> (vie et capitalisation) : 1 634,5 Md€ (+ 3,2 %)	2016 en Md€	Évolution
Provisions mathématiques	1 591,0	+ 2,7 %
Supports euros	1 286,9	+ 1,5 %
Supports unités de compte <sup>(1)</sup>	304,1	+ 7,8 %
Provisions pour participation aux bénéfices	43,6	+ 23,6 %

(1) Y compris les supports Eurocroissance

(2) Charge des prestations

(3) Provisions mathématiques + provisions pour participation aux bénéfices

Source : FFA

## L'environnement économique et financier

### Poursuite des divergences des politiques monétaires des grandes banques centrales

L'année 2016 aura été marquée :

- au sein de la zone euro, par un léger ralentissement du produit intérieur brut (1,8 % après 2,0 % en 2015), par un retour en territoire positif de l'inflation en raison du rebond des cours du pétrole ainsi que par une baisse du taux de chômage pour la troisième année consécutive qui demeure toutefois à un niveau élevé (10 %) ;
- aux États-Unis, par un ralentissement plus prononcé de la croissance (1,6 % après 2,6 % en 2015), par une nette reprise de l'inflation et par un taux de chômage qui se situe fin 2016 sous le seuil des 5 %.

Alors que pour la première fois depuis la crise financière de 2008 l'économie de la zone Euro a progressé légèrement plus vite que celle des États-Unis, les différences importantes du niveau d'inflation et de chômage ont accentué les divergences de politiques monétaires menées des deux côtés de l'Atlantique. La Réserve fédérale américaine (Fed) a ainsi poursuivi son mouvement de remontée de ses taux directeurs (à un rythme moindre toutefois) tandis que la Banque centrale européenne (BCE) a poursuivi l'assouplissement de sa politique monétaire ultra accommodante.

### Baisse des taux courts et des taux longs à des niveaux historiquement bas

Les taux de court terme ont poursuivi leur mouvement de baisse en 2016. Ce repli s'explique une nouvelle fois par l'action de la Banque centrale européenne (BCE) qui, au travers de ses différentes interventions, a conduit les taux courts à s'enfoncer un peu plus en territoire négatif. Sa décision, au début du mois de mars, de réduire l'ensemble de ses taux directeurs demeure toutefois la principale explication. Le taux de refinancement est ainsi passé de 0,05 % à 0 % et le taux de dépôt a été abaissé de 10 points de base à - 0,40 %. Au final, l'Euribor à 3 mois s'établit à la fin du mois de décembre au seuil historiquement bas de - 0,32 %, en repli de 19 points de base par rapport à son niveau atteint à la fin de l'année 2015.

Les taux de long terme ont également enregistré une baisse en 2016, cette dernière n'aura toutefois pas été aussi continue que pour celle des taux de court terme. Les taux longs ont pourtant connu un mouvement de détente durant les neuf premiers mois de l'année qui s'est terminé le 28 septembre, date à laquelle ils ont touché leur plus bas historique (0,09 %). Cette diminution s'explique en grande partie par la politique monétaire ultra accommodante menée par la BCE qui a décidé, en mars, d'augmenter l'enveloppe mensuelle de son programme de rachats d'actifs de 60 à 80 Md€ tout en l'élargissant à l'achat de titres de dettes émis par des sociétés non financières très bien notées. Mais elle s'explique également par le report des investisseurs vers les obligations d'État françaises jugées comme valeurs refuges après le choc provoqué sur les marchés par le Brexit. Cette tendance baissière s'est toutefois inversée au dernier trimestre avec une nette remontée des taux de long terme, portés notamment par l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis. Son programme électoral de réductions massives d'impôts, de hausse de la dépense publique pour financer de grands travaux d'infrastructures ainsi que de durcissement des barrières commerciales ont ravivé les craintes de tensions inflationnistes qui se répercuteraient à terme sur le niveau des taux longs. Enfin, la signature de l'accord historique de l'organisation des pays exportateurs de pétrole et de la Russie pour réduire leur production mais aussi la décision de la Réserve fédérale américaine (Fed) d'augmenter ses taux directeurs d'un quart de point en fin d'année ont également joué. Au final, l'OAT à 10 ans termine l'année à 0,68 %, en diminution de 32 points de base par rapport à la fin de l'année 2015.

### La bourse de Paris sauvée en toute fin d'année

En 2016, l'indice CAC 40 a réussi la performance de terminer l'année dans le vert (+ 4,86 %) avec une progression qui s'avère toutefois près de deux fois moindre qu'en 2015 (8,53 %). Le début d'année avait pourtant très mal commencé avec un repli de 16 % en six semaines où l'indice parisien a touché son plus bas annuel le 11 février. Les craintes sur le secteur bancaire, la faiblesse des cours du pétrole et plus globalement la

santé de l'économie mondiale, notamment celle de l'économie chinoise, sont les principales explications de ce repli. Par la suite, la volatilité va faire son retour puisque les phases de rebond (en lien avec la remontée des cours du pétrole) et de baisse vont s'enchaîner jusqu'au début de l'été qui sera marqué par une sévère correction. En cause, le référendum sur le Brexit au Royaume-Uni dont le résultat a surpris les investisseurs. Les marchés réussiront toutefois à se reprendre par la suite en raison des politiques monétaires menées par les grandes banques centrales pour faire face au souhait des britanniques de quitter l'Union européenne. Il faudra néanmoins attendre la victoire surprise de Donald Trump à la Maison-Blanche pour voir enfin l'indice parisien afficher un bilan positif sur l'année 2016. Les anticipations de relance budgétaire outre-Atlantique que suscite la mise en place du programme du nouveau président sonnent ainsi la fin des craintes déflationnistes.

### Croissance positive, baisse du taux d'épargne et maintien de l'endettement

Après une croissance de 1,1 % en 2015, l'économie française est parvenue en 2016 à enregistrer une progression légèrement supérieure de son activité (1,2 %). La bonne tenue des moteurs traditionnels de la croissance française, à savoir la consommation et l'investissement des ménages et surtout l'investissement des entreprises, ont ainsi permis de contrebalancer l'effet négatif du commerce extérieur. Malgré le retour de l'inflation mi-2016 en territoire positif lié essentiellement à la reprise des prix de l'énergie, les ménages ont enregistré un gain de pouvoir d'achat qui leur a permis de consommer et d'investir davantage. Ils ont sans doute également puisé dans leur épargne comme l'atteste la baisse du taux d'épargne de 14,3 % en 2015 à 13,9 % en 2016. Enfin, après avoir enregistré un fort rebond en 2015, les crédits à l'habitat et de trésorerie des ménages se sont maintenus en 2016 en raison du niveau historiquement bas atteint par les taux d'intérêt des crédits immobiliers.

## Les contrats d'assurance vie et de capitalisation

Le montant des cotisations de l'année 2016 des contrats d'assurance vie et de capitalisation est en baisse de 1,2 % par rapport à l'année 2015 pour s'établir à 133,9 Md€ (affaires directes France). Cette quasi stabilité du marché de l'assurance vie en 2016 est la conséquence d'un environnement économique sensiblement identique à celui de 2015 avec un taux d'épargne élevé et une faible concurrence des liquidités du fait des taux bas et de la forte augmentation des dépôts sur les comptes courants. Malgré la bonne tenue des marchés boursiers, les cotisations investies sur des unités de compte sont en retrait (- 2,6 %, à 27,2 Md€). Les assurés privilégient encore très largement les supports euros avec des versements atteignant 106,7 Md€.

Dans le même temps, les prestations enregistrent une progression de 4,3 % par rapport à l'année précédente et s'établissent à 116,8 Md€. Elles représentent 7 % des encours à fin décembre 2016.

Le rapprochement des cotisations aux prestations conduit à une collecte nette (cotisations moins prestations) positive (17,1 Md€), soit un montant inférieur à celui de l'année 2015 (23,5 Md€).

Dans la tendance des dernières années, le poids des supports unités de compte dans la collecte nette a fortement augmenté en 2016. En effet, la répartition des cotisations entre supports euros et supports unités de compte a été de 80 % / 20 %. Malgré une volatilité toujours importante de la Bourse de Paris et des marchés financiers en général, l'aversion au risque des assurés semble donc se résorber.

La baisse du marché de l'assurance vie est marquée par les contrats individuels qui enregistrent une diminution des cotisations (- 2,3 % en 2016 à 120,4 Md€). Les cotisations des contrats collectifs progressent en 2016 (+ 9,9 %) et s'établissent à 13,5 Md€.

Les provisions mathématiques progressent de 2,7 % et atteignent 1 591 Md€ au 31 décembre 2016. Les supports unités de compte représentent 19 % de ces provisions (304,1 Md€) et sont en forte hausse sur l'année (+ 7,8 %), profitant d'une valorisation positive.

À noter la forte progression de la provision pour participation aux bénéfices qui atteint, fin 2016, 43,6 Md€ en hausse de 23,6 %.

À fin décembre 2016, les encours d'assurance vie (provisions mathématiques et participations aux bénéficiaires) progressent de 3,2 % pour atteindre 1 634,5 Md€.

## Le rendement des supports euros et la performance des supports unités de compte

### Les supports euros

Plus forte que la tendance des dernières années, le rendement des supports euros affiche une baisse de 50 points de base (pb) en 2016. Il s'établit à 1,8 % après 2,3 % en 2015. La baisse du rendement des supports euros est plus élevée qu'en 2015 (- 27 pb) et qu'en moyenne sur les 5 dernières années (- 22 pb), signe d'une mobilisation de la profession dans son ensemble pour préserver les rendements de l'assurance vie sur les années futures. Cette baisse permet de doter la provision pour participation aux bénéfices (PPB) pour la cinquième année consécutive.

Au cours des dix dernières années, le taux de rendement a ainsi perdu 2,3 points de pourcentage, soit en moyenne un peu plus de 0,2 point de pourcentage par année.

Les assureurs subissent l'impact du niveau historiquement bas des taux de long terme qui limite le rendement des obligations qu'ils achètent. Fin 2016, le taux moyen des emprunts d'État (TME) s'établissait en effet à seulement 0,8 % proche du niveau à fin 2015 de 1 %, mais avec un niveau historiquement bas atteint en août 2016 à 0,2 % soit une moyenne annuelle la plus faible jamais connue à 0,5 %. Cette moyenne est inférieure de près de 4 points de pourcentage à celle de 2007.

La baisse des rendements de l'assurance vie en euros est une conséquence directe de l'environnement de taux bas qui perdure. Elle est équilibrée car elle permet encore de servir des niveaux de rémunération très compétitifs tout en préservant l'avenir via l'accroissement de réserves.

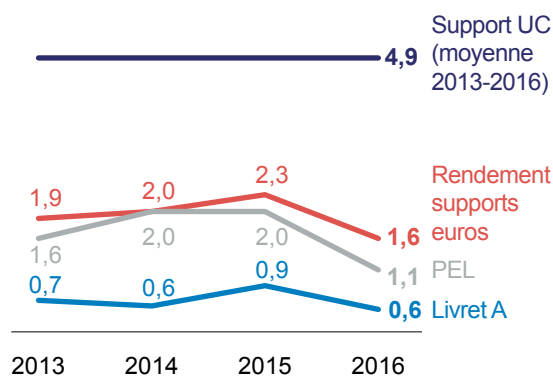
Enfin, après une année 2015 où l'évolution de l'indice des prix à la consommation avait été nulle et une année 2016 à + 0,2 %, la rémunération nette d'inflation s'est inscrite en baisse à 1,6 % contre 2,3 % en 2015.

### Taux de rendement bruts d'inflation (en %)

	2016 (e)
■ Assurance vie supports UC	2,9
■ Assurance vie supports euros	1,8
■ Plan d'épargne logement <sup>(1)</sup>	1,3
■ Livret A et LDD <sup>(1)</sup>	0,75
■ Livret soumis à l'impôt <sup>(1)</sup>	0,45
■ Inflation <sup>(1)</sup>	0,2

<sup>(1)</sup> Moyenne annuelle

### Taux de rendement nets d'inflation (en %)



## Les supports unités de compte

L'assurance vie a continué à procurer les meilleurs rendements, quand on compare avec l'épargne réglementée. Et ceux qui ont pris des risques en ont été récompensés, avec un rendement des unités de compte en hausse pour la 5<sup>e</sup> année consécutive, à 2,9 % en 2016 (après 4,1 % en 2015).

En 2016, la performance des unités de compte est inférieure à celle enregistrée en moyenne sur les 4 dernières années (2,9 % contre 4,9 % en moyenne sur la période 2013-2016) car :

- la croissance des marchés boursiers a été moindre (4,9 % après 8,5 % en 2015) ;
- la performance des marchés obligataires a également été moindre (3,1 % après 5,0 % en 2015).

## Les contrats d'assurance maladie et d'accidents corporels

En 2016, les cotisations relatives aux assurances de dommages corporels (maladie et accidents corporels) progressent de 3,6 % pour s'établir à 21,5 Md€ (affaires directes France).

Cette croissance plus élevée que celle constatée en 2015 (+ 3,1 %), s'explique essentiellement par la forte progression des contrats collectifs (+ 6,4 %) sous l'effet d'une hausse particulièrement soutenue de 11,7 % des garanties frais de soins, conséquence directe de la généralisation de la complémentaire santé à tous les salariés des entreprises privées au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Au niveau des contrats à adhésion individuelle, les cotisations sont en progression de 0,9 %, avec néanmoins une baisse de 3,1 % des garanties frais de soins compensée par une hausse de 6,2 % des garanties incapacité-invalidité-dépendance-décès accidentel.

La charge de prestations atteint 16,9 Md€ en 2016, soit un montant en hausse de 4,9 % sur un an. Selon le type de contrats, la hausse est de 7,6 % pour les contrats à adhésion collectifs et de 1,4 % pour les contrats individuels. Selon le type de garantie, la progression est de 3,6 % pour les soins de santé et de 6,4 % pour les autres garanties.

La croissance des prestations versées par les sociétés d'assurances au titre des soins de santé (+ 3,4 %) est, en 2016, plus élevée que celles du Régime général (+ 2,2 %) et du Régime Social des Indépendants (+ 2,0 %).

# L'ASSURANCE ET L'ÉPARGNE LONGUE DES MÉNAGES EN 2016

## Le patrimoine des ménages

Fin 2016, le patrimoine des ménages, qui est composé pour plus de 60 % par des actifs non financiers (immobilier, terrains bâtis, or, objets

de valeur...) et pour près de 40 % par des actifs financiers, est estimé à 12 200 Md€. Dans ce total, la part de l'assurance s'élève à 16 %.

## Le patrimoine financier des ménages

Après avoir augmenté de 4 % en 2015, l'encours des placements financiers des ménages enregistre une progression supérieure en 2016 (+ 6 %). L'assurance représente 42 % du patrimoine financier des ménages devant les titres (29 %), les liquidités (23 %) et l'épargne contractuelle (6 %).

D'après les comptes financiers de la Banque de France, le flux de placements financiers des ménages s'est établi à 111 Md€ en 2016. Après avoir nettement progressé en 2015, il enregistre une nouvelle hausse en 2016 d'une très faible ampleur toutefois. Dans un contexte où le taux d'épargne des ménages diminue légèrement, cette légère augmentation provient uniquement du maintien de l'endettement des ménages. Toutefois, même si le flux de placements financiers des ménages enregistre une hausse pour la troisième année consécutive, il demeure toujours en-dessous de ses niveaux records atteints entre 2005 et 2007

(130 Md€ en moyenne sur la période). L'assurance qui constituait un peu moins de la moitié de ce flux en 2015, n'en représente plus que 38 % mais parvient néanmoins à conserver sa première place.

Les liquidités qui avaient en 2015 une part de 20 % en représentent dorénavant plus de 30 %. Cette forte progression s'explique par le niveau élevé atteint par les comptes à vue, par la bonne tenue des livrets soumis à l'impôt mais également par le retour en territoire positif du livret A après deux années de décollecte massive. La part de l'épargne contractuelle diminue sensiblement (16 %) en raison du ralentissement de la collecte nette du PEL. L'explication réside dans les deux baisses du taux de rendement de ce produit qui sont intervenues au 1<sup>er</sup> février (de 2 % à 1,5 %) puis au 1<sup>er</sup> août (de 1,5 % à 1 %).

## L'épargne longue

L'épargne longue qui regroupe les placements financiers à moyen et long terme tels l'assurance vie, l'épargne contractuelle (PEL, Pep bancaires) et les autres produits d'épargne longue (actions, obligations, épargne salariale...) s'est établie à 3 600 Md€ à la fin de l'année 2016.

L'assurance vie demeure le premier vecteur de l'épargne longue en France, son poids s'établissant à 54 % en 2016.

## Patrimoine des ménages

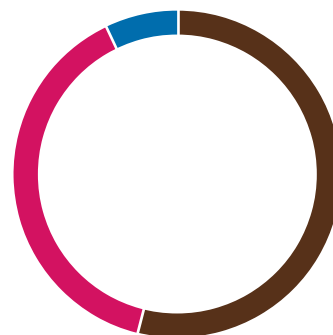
	2015	2016
■ Actifs non financiers	62 %	61 %
■ Actifs financiers	38 %	39 %
- dont Assurances	15 %	16 %
- dont Liquidités	9 %	9 %
- dont Titres	12 %	11 %
- dont Épargne contractuelle	2 %	2 %

Source : Banque de France

## Épargne longue

	2015	2016
■ Assurance vie	50 %	54 %
■ Autres produits d'épargne (actions, obligations, épargne salariale)	42 %	39 %
■ PEL, PEP bancaires	8 %	8 %

Source : Banque de France



## Flux de placements financiers

(en milliards d'euros)

	2012	2013	2014	2015	2016
■ Liquidités	42	18	4	22	34
■ Épargne contractuelle	1	8	17	23	18
■ Titres	23	17	20	13	17
■ Assurances	23	41	54	50	42
■ Flux	90	84	96	108	111

Source : Banque de France



# L'ASSURANCE ET LA PROTECTION SOCIALE DES MÉNAGES EN 2015\*

## La place de l'assurance dans la protection sociale

Les organismes d'assurances<sup>(1)</sup> interviennent en complément des régimes obligatoires dans le financement de compléments de retraite, le remboursement de frais de soins, le versement d'indemnités en cas d'arrêt de travail, d'invalidité ou de dépendance et le paiement d'un capital ou d'une rente en cas de décès.

Ces organismes interviennent aussi comme gestionnaires des régimes obligatoires des travailleurs nonsalariés et des agriculteurs. Pour ces derniers, les garanties de base contre les accidents du travail et les maladies professionnelles ont été transférées à la Sécurité sociale le 1<sup>er</sup> avril 2002 mais les exploitants agricoles conservent le choix de l'organisme gestionnaire.

Par ailleurs, ces organismes d'assurances couvrent les accidents du travail de personnes non prises en charge par la Sécurité sociale, par exemple le personnel des collectivités locales ou les professions libérales.

Les prestations versées au titre de la protection sociale en France sont évaluées à 706 Md€ au titre de l'année 2015 (estimation FFA). Ce montant comprend les prestations versées au titre de la vieillesse-survie (45 %), de la santé (35 %), de la maternité-famille (8 %), de l'emploi (6 %) et des autres risques (6 %).

Les organismes d'assurances ont versé 46,9 Md€<sup>(2)</sup> de prestations au titre de la retraite, de la santé, de l'incapacité, de l'invalidité, de la dépendance et du décès.

Ce montant représente l'équivalent de 7 % de la protection sociale en France. À noter toutefois que seules les prestations versées par les mutuelles relevant du Code de la Mutualité et par les institutions de prévoyance et les caisses de retraite sont intégrées dans les comptes de la protection sociale.

## Prestations versées par l'ensemble des organismes d'assurances<sup>(1)</sup>

(en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
■ Soins de santé	24,3	25,0	25,4	25,6	26,0
■ Décès, incapacité, invalidité et dépendance <sup>(2)</sup>	13,1	13,4	14,2	14,6	15,2
■ Retraite <sup>(3)</sup>	5,0	5,3	5,6	5,7	5,7
■ Ensemble	42,4	43,7	45,2	45,9	46,9

\* Sources : DREES, FFA, CTIP et FNMF (les données 2016 seront disponibles courant 2018)

(1) Sociétés d'assurances relevant du Code des assurances, mutuelles relevant du Code de la Mutualité et institutions de prévoyance relevant du Code de la Sécurité sociale

(2) Sans tenir compte des capitaux décès versés au titre des contrats d'assurance vie (contre assurance décès)

(3) Prestations versées des contrats en cours de liquidation (hors contrats d'indemnités de fin de carrière et de préretraite) et y compris Perco

## Le financement de la retraite

Les régimes obligatoires de retraite (régimes de base et complémentaires) ont versé 302,5 Md€ de prestations en 2015. Compte tenu des évolutions démographiques, la baisse prévisible du montant de la retraite issue de ces régimes, rapportée au dernier salaire brut d'activité, crée un besoin élevé et croissant de prestations supplémentaires.

Les contrats d'assurance retraite proposés par les organismes d'assurances ont pour objet de garantir, à partir de l'âge de la retraite, le versement d'un revenu régulier jusqu'au décès du retraité (ou de son conjoint, en cas de réversion).

En 2015, les organismes d'assurances et les organismes gestionnaires de Perco ont versé

5,7 Md€ à leurs assurés, soit 1,9 % des prestations versées au titre de la retraite par les régimes obligatoires en 2015.

Ces contrats peuvent être souscrits :

- par les entreprises pour leurs salariés : Plan d'épargne retraite (PER) entreprises, contrats à prestations définies, contrats en sursalaire et contrats d'indemnités de fin de carrière ;
- par les particuliers : contrats relevant de la loi Madelin pour les indépendants, contrats retraite spécifiques de certaines professions (agriculteurs, fonctionnaires...) et plans d'épargne retraite populaire (Perp).

## Le financement des dépenses de soins et de biens médicaux

En 2015, la consommation de soins et de biens médicaux représente 194,6 Md€, soit un montant en hausse de 1,8 % sur un an. Si depuis 2010, la croissance se situe en dessous du seuil de 3 %, l'année 2015 se caractérise par la plus faible progression constatée depuis 2002.

Avec un montant de 152,2 Md€ versés en 2015, en hausse de 2 % sur un an, la Sécurité sociale (régime général et régimes spéciaux), l'État et les

collectivités locales interviennent pour 78,2 % dans le financement des dépenses de soins et de biens médicaux. Cette part est un peu plus forte que celle de 2014. La part financée par les organismes de couverture complémentaire s'établit à 13,3 % en 2015 et représente un montant de 26,0 Md€, en hausse modérée (+1 %). Quant à la part du financement laissé à la charge des ménages, elle atteint 8,4 % en 2015, soit l'équivalent de 16,4 Md€, montant identique à celui de 2014.

## Les prestations en cas de décès, d'incapacité, d'invalidité ou de dépendance

L'ensemble des prestations versées en cas de décès, d'incapacité, d'invalidité ou de dépendance est évalué à 45,4 Md€ pour l'année 2015, soit un montant en augmentation de 3 % sur un an, croissance identique à celle de 2014.

Les régimes obligatoires de base ont versé 24,6 Md€ d'indemnités au titre des assurances maladie, maternité, invalidité, décès et accidents du travail et 5,6 Md€ au titre de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) aux personnes

en état de dépendance. Ainsi, ils interviennent à hauteur de 66 % dans le financement global.

L'ensemble des organismes d'assurances, aura versé 15,2 Md€ de prestations supplémentaires en 2015, soit un montant en progression de 5 %. Ils assument ainsi 34 % des indemnités versées par l'ensemble des financeurs.

## Prestations versées au titre de la retraite

(en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
■ Régimes obligatoires <sup>(1)</sup>	271,3	281,2	288,9	297,2	302,5
■ Organismes d'assurances et autres <sup>(2)</sup>	5,0	5,3	5,6	5,7	5,7
■ Ensemble	276,3	286,5	294,5	302,8	308,2

Source : DREES

(1) Pensions de retraite versées au titre des droits directs et dérivés, ainsi que les avantages non contributifs comme le minimum vieillesse

(2) Sociétés d'assurances, mutuelles, institutions de prévoyance et organismes gestionnaires de Perco. (Prestations versées des contrats en cours de liquidation, hors contrats d'indemnités de fin de carrière et de préretraite)

## Prestations versées au titre des dépenses de soins et de biens médicaux

(en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
■ Régimes obligatoires	137,9	141,0	144,3	149,1	152,2
■ Organismes d'assurances	24,3	25,0	25,4	25,6	26,0
- dont Sociétés d'assurances	6,5	6,8	6,9	7,1	7,2
- dont Mutuelles 45	13,3	13,5	13,6	13,6	13,7
- dont Institutions de prévoyance	4,5	4,6	4,9	4,9	5,0
■ Ménages	16,6	16,6	16,3	16,4	16,4
■ Ensemble	178,7	182,6	186,1	191,2	194,6

Source : DREES (comptes de la santé)

## Prestations versées en cas de décès, d'incapacité, d'invalidité ou de dépendance

(en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015
■ Régimes obligatoires	22,6	22,9	23,4	24,1	24,6
■ APA	5,3	5,4	5,5	5,5	5,6
■ Organismes d'assurances <sup>(1)</sup>	13,1	13,4	14,2	14,6	15,2
■ Ensemble	41,0	41,8	43,0	44,2	45,4

Sources : Estimations FFA à partir de données FFA, CNAMTS, CNSA, CTIP, DREES et FNMF

(1) Sociétés d'assurances, mutuelles et institutions de prévoyance

# L'ACTIVITÉ FINANCIÈRE DE L'ASSURANCE EN 2016

L'assurance joue un rôle primordial dans le financement de l'économie. L'acquisition et la gestion d'actifs financiers par les sociétés d'assurances ont produit en 2016 des résultats en progression. Dans un contexte financier contrasté (+ 4,9 % sur le CAC 40 et - 32 points de base sur l'OAT 10 ans) et une collecte nette

en assurance vie positive, les actifs en valeur comptable progressent de 3,6 %. La contribution de l'assurance au financement de l'économie reste importante en 2016 pour atteindre 2 350 Md€, majoritairement en direction des entreprises (59 % des actifs).

## Les placements

En 2016, les placements des sociétés d'assurances en valeur de bilan atteignent 2 053,6 Md€ contre 1 982,5 Md€ en 2015. Le flux net d'investissements

nouveaux ralentit en 2016. Il s'établit à 71,2 Md€ contre 91,5 Md€ un an plus tôt.

## L'encours des placements

L'encours des placements (valeur de réalisation) détenus par les sociétés d'assurances progresse de 6,1 % en 2016 : 5,5 % en assurance vie et capitalisation et 12,2 % en assurance de dommages. Cette progression provient principalement d'une collecte nette positive de 17,1 Md€ en assurance vie conjuguée au

rendement des actifs en portefeuille. Plus globalement, la hausse des marchés actions d'une part et la valorisation des obligations liée à la poursuite de la baisse des taux sur l'exercice d'autre part ont contribué à la revalorisation des actifs. Ainsi, les plus-values latentes progressent de 64,8 Md€.

## Résultats de l'exercice

Dans un environnement économique et financier encore en convalescence, les résultats de l'exercice pour le secteur sont en légère baisse. Ils atteignent 9,5 Md€ en 2016 contre 10,7 Md€ en 2015.

La rentabilité des fonds propres ressort à 8,2 %. En 2016, les produits financiers se sont élevés à 51,2 Md€, en recul de 4,9 Md€ par rapport à 2015. Cette évolution est marquée à la fois d'une baisse des revenus financiers courants (- 2,5 Md€) ainsi que des plus-values réalisées (- 2,4 Md€).

Pour l'assurance vie, la gestion financière permet de dégager en 2016 des ressources d'un montant de 46,5 Md€, en baisse de 8 % par rapport à 2015, dont 4,2 Md€ de profits sur cessions d'actifs. Sur les 46,5 Md€ des produits de placement affectés à la gestion des contrats, au moins 85 % de

ces ressources sont attribués aux assurés par l'intermédiaire des clauses bénéficiaires des contrats.

Le résultat net comptable de l'assurance vie se contracte légèrement en 2016 et atteint 6,3 Md€. La rentabilité s'établit à 9,3 % des capitaux propres en 2016. La dotation aux provisions mathématiques, destinée à couvrir les engagements futurs envers les assurés progresse en liaison avec l'évolution positive de la collecte et de la valorisation des contrats en unités de compte.

Pour les sociétés d'assurances de dommages, les performances financières sont également en baisse à 4,6 Md€. Les revenus financiers nets atteignent 3,6 Md€ quand les plus-values réalisées sont de 1 Md€.

Compte tenu d'une charge des sinistres en progression (+ 0,8 Md€) et de ressources (cotisations et produits financiers) en baisse de 0,5 Md€, le résultat technique atteint 3,8 Md€ en 2016. Le ratio moyen de chargement (les frais d'acquisition et d'administration rapportés aux cotisations) reste stable en 2016 à 24,3 %. Le ratio combiné, net de réassurance, qui rapporte

au montant des cotisations les prestations versées et provisionnées, les coûts d'acquisition et d'administration ainsi que les autres charges techniques, se dégradent légèrement passant à 100,5 % contre 99,6 % l'année précédente. Le résultat net comptable s'élève à 3,8 Md€ et représente 6,6 % des capitaux propres.

### Chiffre d'affaires étranger des assureurs français dans l'Union européenne en 2016

■ Italie	33,0 %
■ Allemagne	23,6 %
■ Royaume-Uni	14,5 %
■ Luxembourg	8,0 %
■ Espagne	6,8 %
■ Belgique	6,5 %
■ Irlande	1,6 %
■ Pologne	1,5 %
■ République tchèque	0,9 %
■ Autres	3,6 %

Source : FFA



### Répartition du chiffre d'affaires étranger des assureurs directs français en 2016

■ Union européenne (hors France)	49,4 %
■ Amérique du Nord	17,3 %
■ Asie	13,2 %
■ Europe (hors UE)	11,9 %
■ Amérique latine	6,5 %
■ Afrique et Proche-Orient	1,5 %
■ Océanie	0,2 %

Source : FFA



## L'activité des assureurs français à l'international

Le chiffre d'affaires à l'étranger de l'assurance française a baissé en 2016 de - 0,5 %, pour s'établir à 115,0 Md€. Cette diminution touche plus particulièrement l'Europe. À l'international, la majeure partie de l'activité des assureurs directs

a été réalisée au sein de l'Union européenne (49,4 %). Le chiffre d'affaires des sociétés de réassurance françaises s'est élevé au total en 2016 à 23,8 Md€ dont 12,1 Md€ pour leurs filiales à l'étranger.

### Parts de marché des principaux pays de l'Union européenne en 2016

■ Royaume-Uni	22,5 %
■ France	17,5 %
■ Allemagne	15,9 %
■ Italie	12,0 %
■ Pays-Bas	5,9 %
■ Espagne	5,1 %
■ Irlande	4,4 %
■ Autres	16,7 %



Sources : SWISS RE, SIGMA N° 4/2017

### La répartition de l'encours des placements des sociétés d'assurances à fin 2016

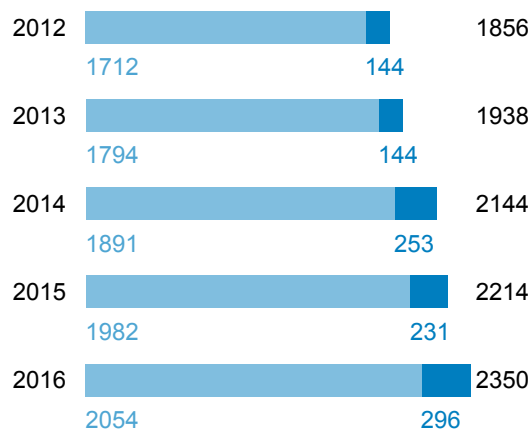
(en valeur de marché et après mise en transparence des OPC)

	En Md€	en %
■ Actions d'entreprises	401,1	17,1 %
■ Obligations d'entreprises	907,3	38,6 %
■ Obligations émises ou garanties par l'État	772,8	32,9 %
■ Actifs immobiliers	96,8	4,1 %
■ Actifs monétaires	122,9	5,2 %
■ Autres	48,8	2,1 %
■ Total général	2 349,7	100,0 %
dont :		
- Sociétés vie et mixtes	2 113,5	89,9 %
- Sociétés dommages	236,2	10,1 %

Sources : FFA, Banque de France

## Évolution de l'encours des placements des sociétés d'assurances

(en milliards d'euros)

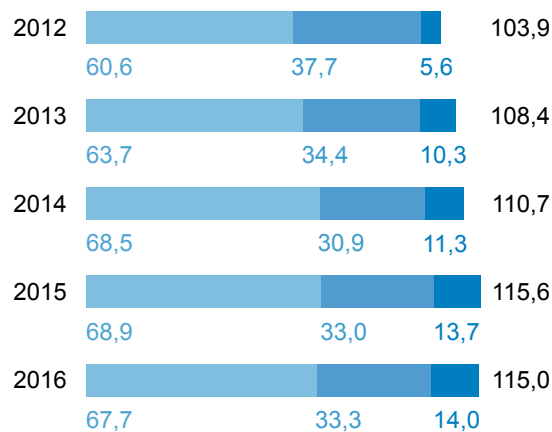


— Valeur de bilan  
— Plus-values latentes

Source : FFA

## Chiffre d'affaires étranger de l'assurance française

(en milliards d'euros)

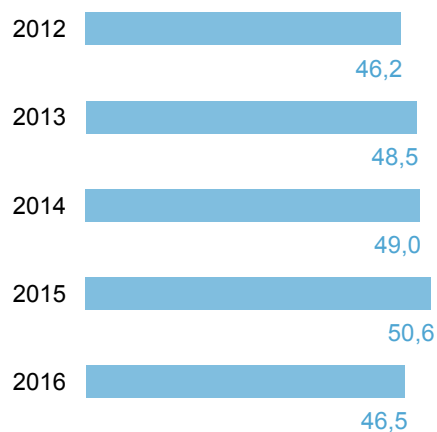


— Vie  
— Dommages  
— Réassurance

Source : FFA

## Évolution des revenus financiers et des plus-values réalisées par les sociétés d'assurances vie et mixtes

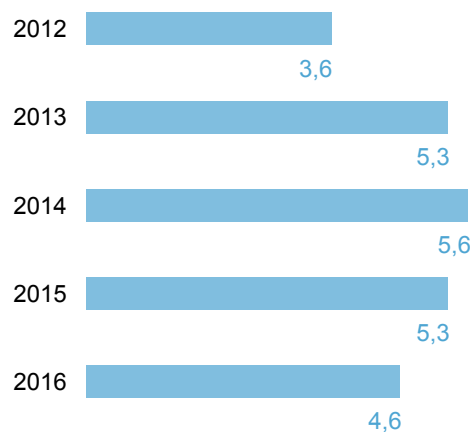
(en milliards d'euros)



Source : FFA

## Évolution des revenus financiers et des plus-values réalisées par les sociétés d'assurances de dommages

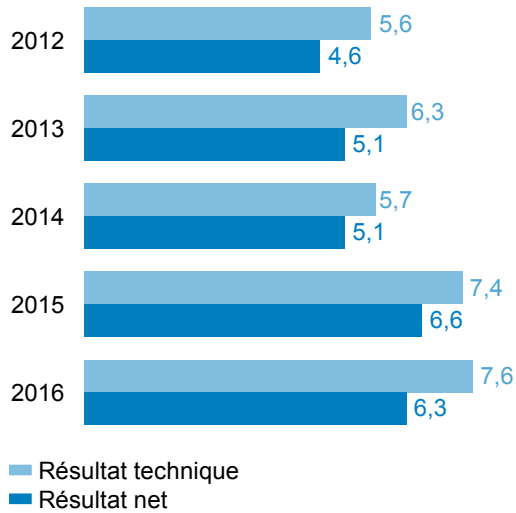
(en milliards d'euros)



Source : FFA

### Résultat des sociétés vie et mixtes

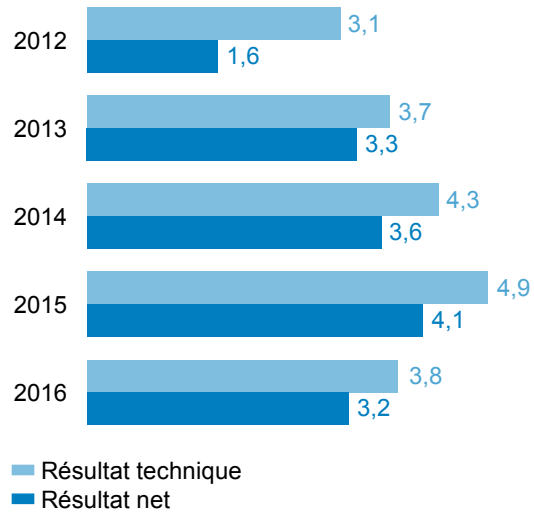
(en milliards d'euros)



Source : FFA

### Résultat des sociétés dommages

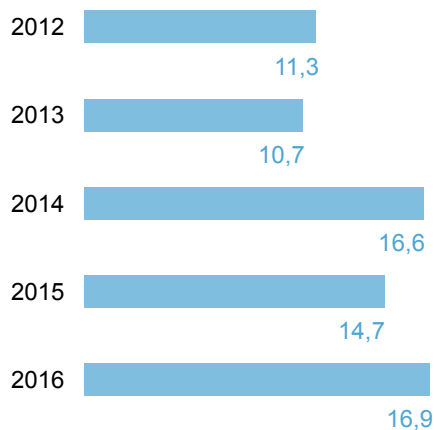
(en milliards d'euros)



Source : FFA

### Solidité des sociétés vie et mixtes

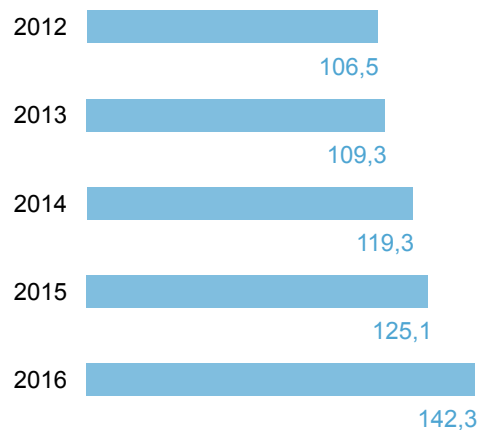
(fonds propres + plus-values latentes en %  
des provisions mathématiques)



Source : FFA

### Solidité des sociétés dommages

(fonds propres + plus-values latentes / primes  
en %)



Source : FFA



## Le compte de résultat des sociétés vie et mixtes <sup>(1)</sup>

	2015 en Md€	2016 en Md€	Variation en %
<b>■ Compte technique</b>			
Cotisations acquises	134,7	140,4	4,3 %
Produits nets des placements <sup>(2)</sup>	50,1	46,0	- 8,2 %
Ajustement Acav	10,4	7,9	- 24,5 %
Autres produits techniques	1,8	1,7	- 9,5 %
<b>Sous-total A</b>	<b>197,0</b>	<b>196,0</b>	<b>- 0,6 %</b>
Charges des sinistres	99,5	100,6	1,1 %
Charges des provisions techniques	33,0	34,8	5,7 %
Participation aux résultats	42,3	37,7	- 11,0 %
Frais d'acquisition et d'administration	13,6	14,0	3,4 %
Autres charges techniques	1,2	1,3	7,5 %
<b>Sous-total B</b>	<b>189,6</b>	<b>188,4</b>	<b>- 0,6 %</b>
<b>Résultat technique A-B</b>	<b>7,4</b>	<b>7,6</b>	<b>1,2 %</b>
<b>■ Compte non technique</b>			
Produits des placements alloués	0,6	0,6	1,4 %
Autres éléments du compte non technique	- 1,4	- 1,8	30,2 %
<b>■ Résultat net comptable</b>	<b>6,6</b>	<b>6,3</b>	<b>- 4,9 %</b>

Sources : FFA, ACPR

(1) Opérations nettes de réassurance

(2) Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values) moins les produits des placements transférés au compte non technique

## Le compte de résultat des sociétés dommages <sup>(1)</sup>

	2015 en Md€	2016 en Md€	Variation en %
<b>■ Compte technique</b>			
Cotisations acquises	59,7	59,8	0,2 %
Produits nets des placements alloués	3,9	3,3	- 15,3 %
Autres produits techniques	0,8	0,8	2,5 %
<b>Sous-total A</b>	<b>64,4</b>	<b>63,9</b>	<b>- 0,7 %</b>
Charges des sinistres <sup>(2)</sup>	42,0	42,8	1,8 %
Frais d'acquisition et d'administration	14,5	14,6	0,6 %
Autres charges techniques	3,0	2,8	- 6,1 %
<b>Sous-total B</b>	<b>59,5</b>	<b>60,2</b>	<b>1,1 %</b>
<b>Résultat technique A-B</b>	<b>4,9</b>	<b>3,8</b>	<b>- 22,9 %</b>
Produits nets des placements <sup>(3)</sup>	1,4	1,3	- 5,3 %
Autres éléments du compte non technique	- 2,2	- 1,9	- 13,3 %
<b>■ Résultat net comptable</b>	<b>4,1</b>	<b>3,2</b>	<b>- 22,2 %</b>

Sources : FFA, ACPR

(1) Opérations nettes de réassurance

(2) Y compris les dotations aux provisions techniques

(3) Y compris les plus-values réalisées sur cessions d'actifs (nettes de moins-values), moins les produits des placements transférés au compte non technique

## Les dix premiers marchés mondiaux en 2016

Chiffre d'affaires (en millions d'US\$)	Vie	Non vie	Total 2016	Variation en % 2016/2015	Part mondiale en %
■ États-Unis	558 847	793 538	1 352 385	2,7 %	28,6 %
■ Japon	354 052	117 243	471 295	4,8 %	10,0 %
■ Chine	262 616	203 515	466 131	20,6 %	9,9 %
■ Royaume-Uni	199 369	104 839	304 208	- 5,0 %	6,4 %
■ France	152 818	84 826	237 644	3,1 %	5,0 %
■ Allemagne	94 661	120 360	215 021	0,8 %	4,5 %
■ Corée du Sud	104 169	66 693	170 862	11,2 %	3,6 %
■ Italie	122 438	39 945	162 383	- 1,6 %	3,4 %
■ Canada	49 976	64 547	114 523	- 0,4 %	2,4 %
■ Taïwan	84 493	16 952	101 445	5,7 %	2,1 %

Sources : SWISS RE, SIGMA N° 4/2017

# LES COTISATIONS

## Le chiffre d'affaires mondial

		2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Sociétés vie, de capitalisation et mixtes	Md€	143,8	138,1	144,3	158,1	164,8	175,7
	en %	- 13,5	- 4,0	4,5	9,6	4,2	6,6
■ Sociétés dommages <sup>(1)</sup>	Md€	71,2	71,5	72,9	74,2	74,0	75,2
	en %	3,9	0,4	2,0	1,8	- 0,3	1,7
■ Ensemble des sociétés agréées <sup>(2)</sup>	Md€	215,0	209,6	217,2	232,3	238,7	250,9
	en %	- 8,4	- 2,5	3,6	7,0	2,8	5,1
■ Filiales d'assurance à l'étranger	Md€	87,6	92,9	91,3	93,5	95,7	95,4
	en %	- 8,2	6,1	- 1,7	2,3	2,4	- 0,3
■ Sociétés de réassurance et filiales <sup>(3)</sup>	Md€	15,2	14,6	21,9	20,8	33,0	23,8
	en %	10,9	- 3,9	50,0	- 5,0	58,7	- 27,9
■ CHIFFRE D'AFFAIRES MONDIAL	Md€	317,8	317,1	330,4	346,6	367,4	370,1
	en %	- 7,6	- 0,2	4,2	4,9	6,0	0,7

(1) Hors CCR, MCR

(2) Ce chiffre d'affaires inclut les affaires directes, les acceptations en réassurance et l'activité en LPS ou des succursales

(3) Y compris CCR, MCR

## Les cotisations selon la forme de distribution (en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Sociétés vie, de capitalisation et mixtes(1)						
- Réseaux de bancassurance	62	63	64	64	64	65
- Agents généraux	7	7	7	6	6	6
- Courtiers	12	11	11	11	11	11
- Salariés	16	16	15	15	15	15
- Autres modes	3	3	3	4	4	3
■ Sociétés dommages						
- Réseaux de bancassurance	11	12	13	13	13	14
- Agents généraux	34	34	34	34	34	34
- Courtiers	18	18	18	18	18	18
- Salariés	2	2	2	2	2	1
- Sociétés sans intermédiaires	33	33	32	32	32	32
- Autres modes	2	1	1	1	1	1

(1) Hors dommages corporels

## La part des sociétés étrangères dans les cotisations (en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>■ Ensemble des sociétés</b>						
- Succursales	1,1	1,5	1,6	1,6	1,8	1,8
- Filiales	20,2	19,9	18,5	17,8	18,0	16,7
- Ensemble	21,3	21,4	20,1	19,4	19,8	18,5
<b>■ Sociétés vie, de capitalisation et mixtes</b>						
- Succursales	0,3	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4
- Filiales	18,7	19,6	18,2	17,6	17,7	15,9
- Ensemble	19,0	19,8	18,5	17,9	18,1	16,3
<b>■ Sociétés dommages</b>						
- Succursales	2,7	3,9	4,1	4,6	5,0	5,0
- Filiales	23,3	20,4	19,1	18,2	18,6	18,5
- Ensemble	26,0	24,3	23,2	22,8	23,6	23,5

## Les cotisations en assurances de personnes<sup>(1)</sup>

(affaires directes, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>■ Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation</b>	<b>114,1</b>	<b>102,8</b>	<b>108,1</b>	<b>118,1</b>	<b>124,4</b>	<b>122,6</b>
■ Les assurances en cas de vie	107,5	96,7	101,6	110,6	117,0	115,3
- Contrats à adhésion individuelle	102,7	90,1	95,8	105,1	111,7	108,8
- Contrats collectifs	4,8	6,5	5,8	5,5	5,3	6,4
■ Les contrats de capitalisation	6,6	6,2	6,6	7,5	7,4	7,3
<b>■ Les assurances en cas de décès, de maladie ou d'accidents</b>	<b>24,5</b>	<b>29,1</b>	<b>30,2</b>	<b>31,0</b>	<b>31,8</b>	<b>32,9</b>
Les assurances en cas de décès <sup>(2)</sup>	10,0	10,4	10,7	10,9	11,1	11,4
- Contrats à adhésion individuelle	3,7	3,8	3,9	4,1	4,1	4,3
- Contrats collectifs	6,4	6,7	6,8	6,8	7,0	7,1
■ Les assurances maladie et accidents corporels <sup>(3)</sup>	14,5	18,7	19,5	20,1	20,8	21,5
- Contrats à adhésion individuelle	6,5	10,0	10,3	10,7	10,7	10,8
- Contrats collectifs	8,0	8,7	9,2	9,5	10,1	10,7
<b>TOTAL</b>	<b>138,6</b>	<b>132,0</b>	<b>138,3</b>	<b>149,1</b>	<b>156,3</b>	<b>155,5</b>
<b>PART EN % DE L'ENSEMBLE DU MARCHÉ</b>	<b>74,7</b>	<b>72,8</b>	<b>73,4</b>	<b>74,4</b>	<b>74,9</b>	<b>74,4</b>
<b>■ Les assurances en cas de vie et les contrats de capitalisation</b>						
■ Support en unités de compte <sup>(4)</sup>	16,5	13,8	16,8	20,7	28,0	27,2
■ Support en euros	97,5	89,0	91,3	97,3	96,5	95,4

(1) Les assurances de personnes comprennent les assurances en cas de vie et en cas de décès, les contrats de capitalisation et les assurances de dommages corporels (assurances en cas de maladie ou d'accident corporel autre qu'automobile. Ces derniers figurent dans les états comptables des sociétés d'assurances de dommages)

(2) Y compris la garantie décès des contrats individuels d'assurance emprunteur depuis 2007

(3) Y compris les garanties complémentaires annexées aux contrats vie

(4) Y compris les supports eurocroissance

## Les cotisations en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Automobile	18,9	19,5	19,7	20,1	20,4	20,8
■ Dommages aux biens						
- Particuliers	8,4	8,9	9,2	9,7	10,0	10,3
- Professionnels	6,1	6,2	6,2	6,2	6,3	6,4
- Agricoles	1,1	1,1	1,2	1,2	1,2	1,2
■ Transports	1,0	1,0	1,0	1,0	1,0	0,9
■ Responsabilité civile générale	3,5	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6
■ Construction	2,4	2,4	2,3	2,2	2,1	2,1
■ Catastrophes naturelles	1,4	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6
■ Divers (crédits, protection juridique, assistance)	5,1	5,2	5,5	5,7	6,1	6,5
■ <b>TOTAL</b>	<b>47,9</b>	<b>49,4</b>	<b>50,2</b>	<b>51,2</b>	<b>52,4</b>	<b>53,4</b>
■ <b>PART EN % DE L'ENSEMBLE DU MARCHÉ</b>	<b>25,3</b>	<b>27,2</b>	<b>26,6</b>	<b>25,6</b>	<b>25,1</b>	<b>25,6</b>

## Ensemble des cotisations

(affaires directes, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Assurances de personnes	138,6	132,0	138,3	149,1	156,3	155,5
■ Assurances de biens et de responsabilité	47,9	49,4	50,2	51,2	52,4	53,4
■ <b>TOTAL</b>	<b>186,5</b>	<b>181,4</b>	<b>188,5</b>	<b>200,3</b>	<b>208,7</b>	<b>208,8</b>

# LES PRESTATIONS

## Les prestations en assurances de personnes

(affaires directes, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Vie et capitalisation	116,4	119,6	108,0	106,3	112,0	116,8
■ Maladie et accidents corporels <sup>1</sup>	12,8	13,8	14,7	15,1	16,1	16,9
■ TOTAL	129,3	133,4	122,7	121,5	128,1	133,7

## Les prestations versées<sup>(1)</sup> en assurances de biens et de responsabilité

(affaires directes en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Automobile	15,5	15,8	16,2	17,1	16,9	17,8
■ Dommages aux biens						
- Particuliers	5,8	6,8	6,9	6,9	6,5	6,3
- Professionnels et agricoles	4,1	4,3	4,7	4,4	3,8	4,4
■ Transports	0,6	0,7	0,5	0,5	0,5	0,4
■ Responsabilité civile générale	2,1	2,3	2,3	2,4	1,7	2,2
■ Construction	2,1	1,9	2,1	2,1	2,1	1,9
■ Catastrophes naturelles	0,6	0,8	0,6	0,8	0,9	1,2
■ Divers (crédit, protection juridique, assistance)	2,4	2,5	2,6	2,7	2,4	2,3
■ TOTAL	33,2	35,1	35,9	36,9	34,8	36,6

## Ensemble des prestations

(affaires directes, en milliards d'euros)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Assurances de personnes	129,3	133,4	122,7	121,5	128,1	133,7
■ Assurances de biens et de responsabilité	33,2	35,1	35,9	36,9	34,8	36,6
■ TOTAL	162,5	168,5	158,6	158,4	162,9	170,3

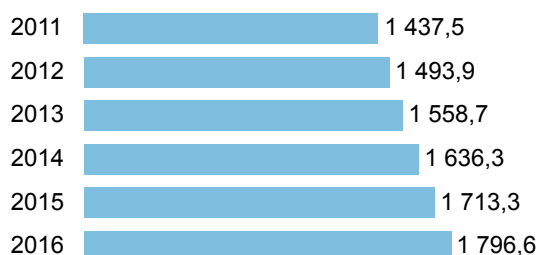
(1) Prestations payées au cours de l'exercice comptable et dotation aux provisions pour sinistres à payer, quelle que soit la date de survenance des sinistres.

# LES DONNÉES COMPTABLES

## Les sociétés vie, de capitalisation et mixtes

### Provisions techniques

(en milliards d'euros)

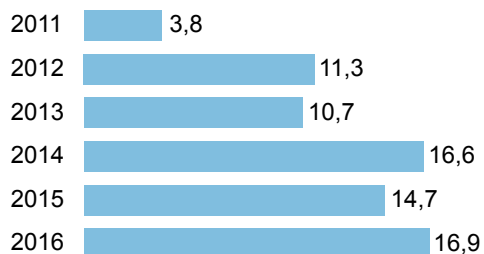


### Fonds propres avant affectation des résultats

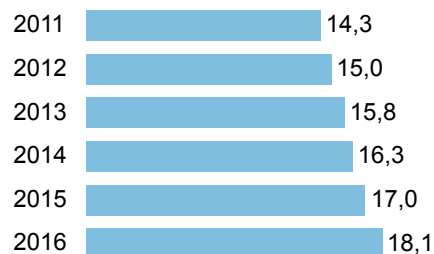
(en milliards d'euros)



### Fonds propres et plus-values latentes/provisions techniques (en %)

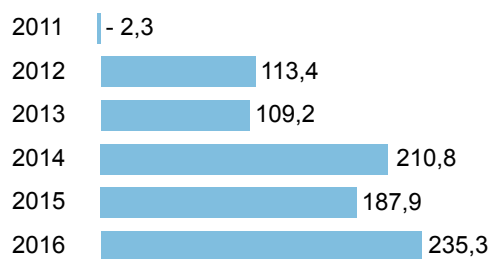


### Part des unités de compte dans les provisions techniques (en %)



## Plus-values latentes

(en milliards d'euros)



## Les sociétés dommages

### Ratio combiné

(en % des cotisations)



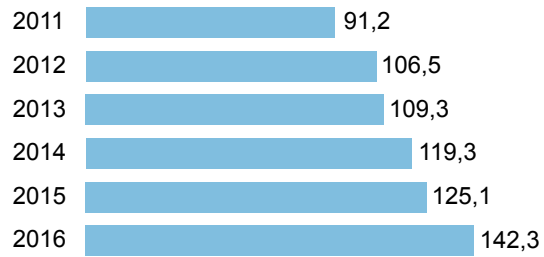
### Fonds propres avant affectation des résultats

(en milliards d'euros)





### Fonds propres et plus-values latentes/cotisations (en %)

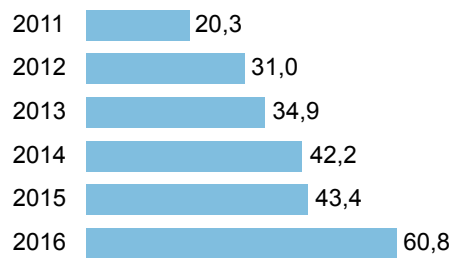


### Provisions techniques (en milliards d'euros)



### Plus-values latentes

(en milliards d'euros)



## Les effectifs salariés des sociétés

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>■ Effectif Total</b>	<b>147 500</b>	<b>148 200</b>	<b>147 300</b>	<b>146 600</b>	<b>147 100</b>	<b>146 200</b>
- Dont administratifs	130 300	131 200	131 000	130 200	131 300	131 500
- Dont commerciaux itinérants	17 200	17 000	16 300	16 400	15 800	14 700
<b>■ Part des Femmes</b>	<b>59,3 %</b>	<b>59,6 %</b>	<b>59,9 %</b>	<b>60,2 %</b>	<b>60,4 %</b>	<b>60,4 %</b>
- Dont administratifs	63,0 %	63,2 %	63,4 %	63,7 %	63,7 %	63,4 %
- Dont commerciaux itinérants	31,4 %	31,8 %	31,3 %	32,3 %	32,9 %	33,3 %
<b>■ Part des Cadres</b>	<b>43,6 %</b>	<b>44,2 %</b>	<b>44,8 %</b>	<b>45,6 %</b>	<b>46,0 %</b>	<b>47,6 %</b>
- Dont administratifs	45,5 %	46,0 %	46,6 %	46,9 %	46,3 %	49,0 %
- Dont commerciaux itinérants	29,7 %	30,0%	30,7%	35,4%	36,7%	35,4%

## L'évolution du parc automobile et du parc des logements en France

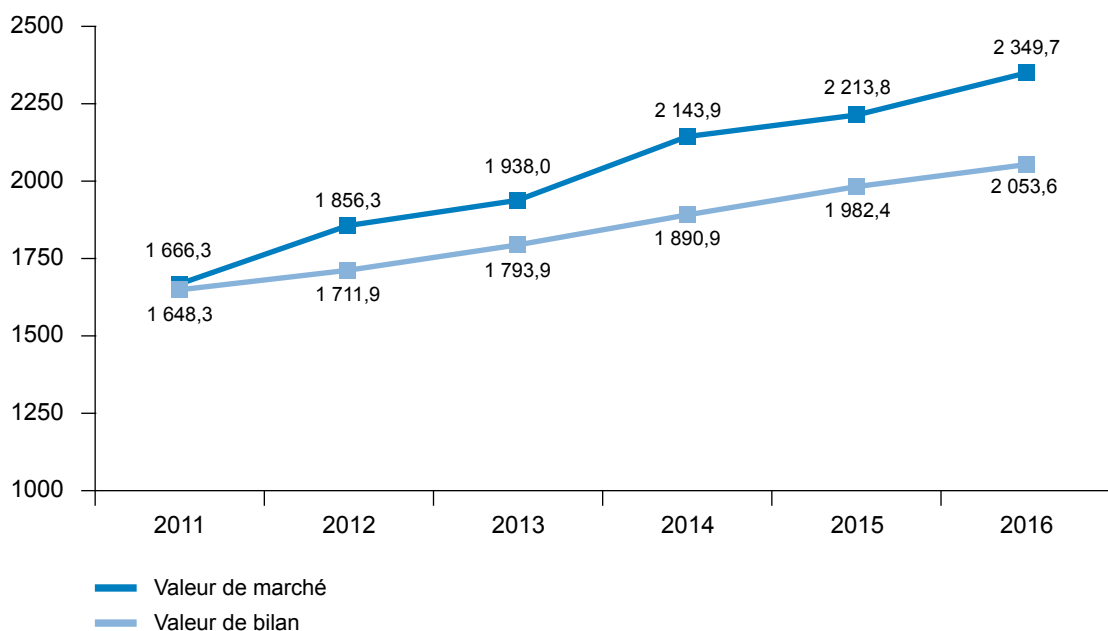
	2011	2012	2013	2014	2015	2016
<b>■ Nombre de véhicules (en milliers)<sup>1</sup></b>	<b>38 067</b>	<b>38 138</b>	<b>38 200</b>	<b>38 408</b>	<b>38 652</b>	<b>nd</b>
Variation en %	0,9	0,2	0,2	0,5	0,6	
<b>■ Nombre de logements (en milliers)<sup>2</sup></b>	<b>32 860</b>	<b>33 212</b>	<b>33 575</b>	<b>33 917</b>	<b>34 225</b>	<b>34 537</b>
Variation en %	1,0	1,1	1,1	1,0	0,9	0,9

1. Source CCFA  
2. Source INSEE

# LES PLACEMENTS DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCES

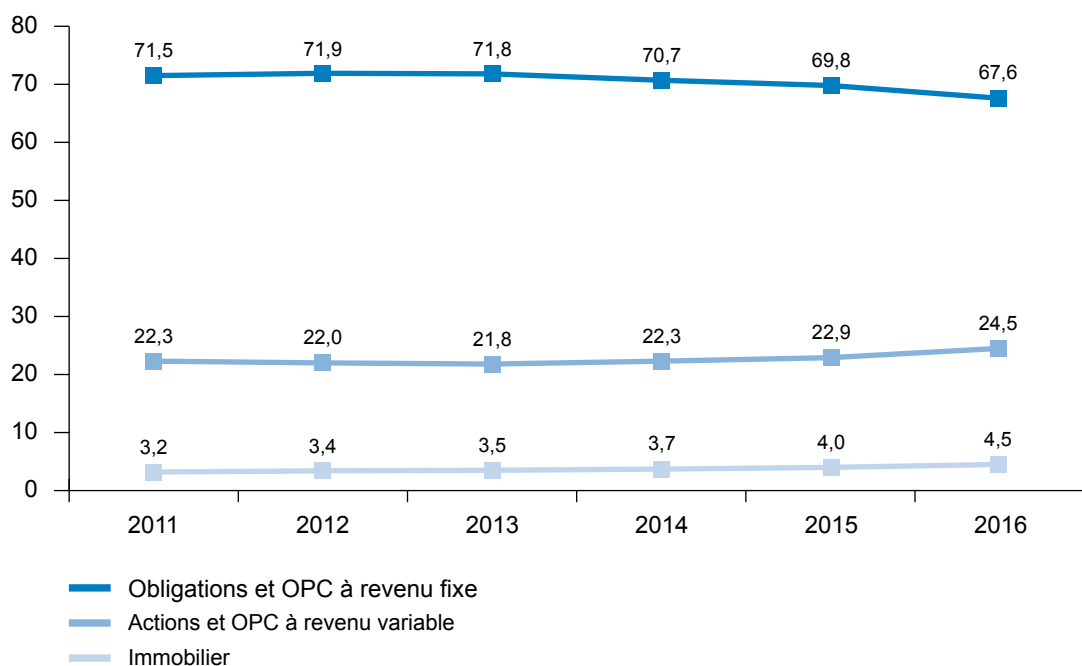
## Évolution, ensemble des sociétés

(en milliards d'euros)



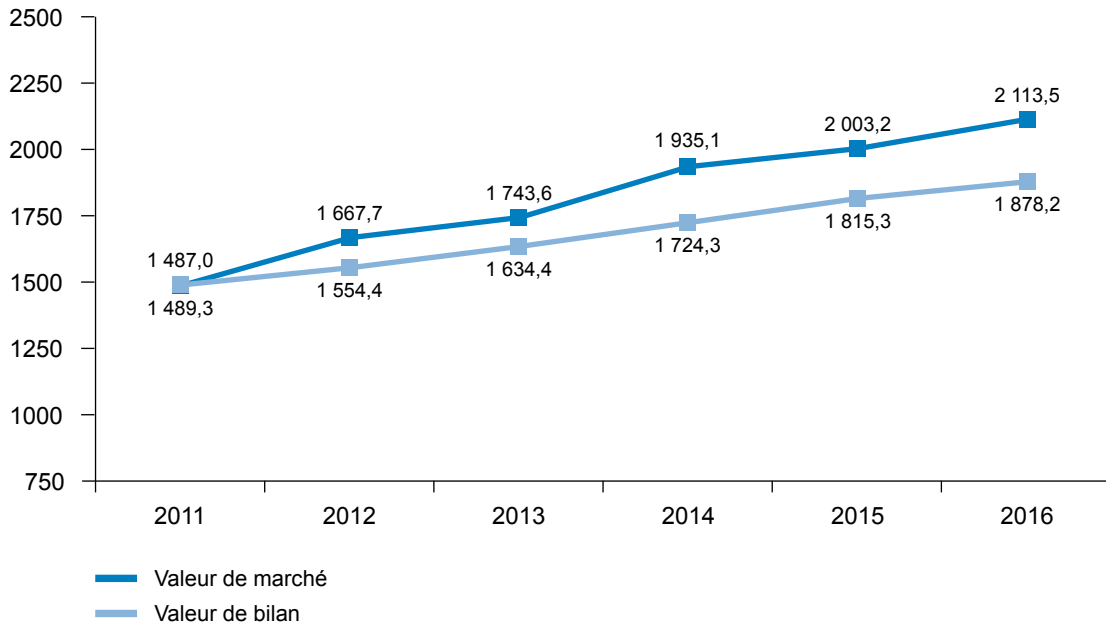
## Structure des placements de l'ensemble des sociétés

(valeur de bilan, répartition en %)



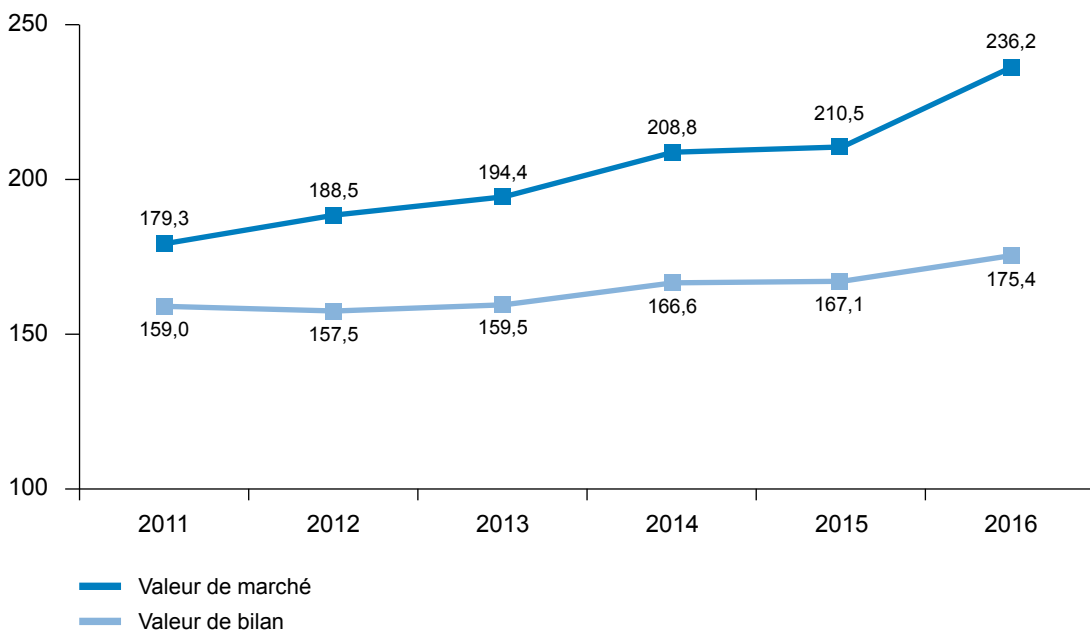
## Évolution, sociétés vie, de capitalisation et mixtes

(en milliards d'euros)



## Évolution, sociétés dommages

(en milliards d'euros)



## Les encours des placements de l'ensemble des sociétés au 31 décembre

(valeur de bilan en milliards d'euros, variation en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Vie, capitalisation et mixtes	1 489,3	1 554,4	1 634,4	1 724,3	1 815,3	1 878,2
	1,0 %	4,4 %	5,1 %	5,5 %	5,8 %	3,5 %
■ Dommages	159,0	157,5	159,5	166,6	167,1	175,4
	3,1 %	- 0,9 %	1,3 %	4,5 %	6,2 %	5,0 %
■ Ensemble	1 648,3	1 711,9	1 793,9	1 890,9	1 982,4	2 053,6
	1,2 %	3,9 %	4,8 %	5,4 %	5,9 %	3,6 %

## La structure des placements des sociétés vie, de capitalisation et mixtes

(valeur de bilan, répartition en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Obligation et OPC à revenu fixe	72,6 %	73,0 %	72,9 %	71,7 %	70,6 %	68,3 %
■ Actions et OPC à revenu variable	21,8 %	21,6 %	21,5 %	22,1 %	22,8 %	24,6 %
■ Immobilier	2,9 %	3,1 %	3,3 %	3,5 %	3,7 %	4,2 %
■ Prêts et autres actifs dont IFT	2,7 %	2,2 %	2,3 %	2,7 %	2,9 %	2,9 %
■ TOTAL	100,0 %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

## La structure des placements des sociétés dommages

(valeur de bilan, répartition en %)

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Obligation et OPC à revenu fixe	60,6 %	61,1 %	60,7 %	60,7 %	61,0 %	60,7 %
■ Actions et OPC à revenu variable	26,9 %	25,7 %	25,0 %	24,7 %	23,7 %	23,5 %
■ Immobilier	5,7 %	6,1 %	6,4 %	6,6 %	6,8 %	6,9 %
■ Prêts et autres actifs dont IFT	6,7 %	7,1 %	7,9 %	8,0 %	8,5 %	8,9 %
■ TOTAL	100,0 %	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

# LES DONNÉES FINANCIÈRES

## Les flux de placements financiers des ménages

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ <b>TOTAL (millions d'euros)</b>	97 243	89 699	83 994	95 668	108 403	110 723
Variation en %	- 11,3	- 7,8	- 6,4	13,9	13,3	2,1
■ <b>Répartition en millions d'euros</b>						
- Liquidités <sup>(1)</sup>	46 551	43 325	26 832	21 681	45 356	52 022
- Titres	22 732	23 281	16 617	20 394	12 685	16 710
- Assurances	27 960	23 093	40 545	53 593	50 362	41 991

(1) Y compris OPCVM monétaire

## L'encours des placements financiers des ménages

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ <b>TOTAL (millions d'euros)</b>	3 797 466	4 020 696	4 169 307	4 329 957	4 522 033	4 777 363
Variation en %	0,8	5,9	3,7	3,9	4,4	5,6
■ <b>Répartition en %</b>						
- Liquidités	32,1	31,3	30,9	30,2	30,0	28,9
- Titres	27,8	29,6	29,9	30,2	30,8	29,1
- Assurances	40,1	39,1	39,2	39,5	39,3	42,0

## Les marchés financiers

	2011	2012	2013	2014	2015	2016
■ Taux du marché monétaire <sup>(1)</sup> Eonia	0,9	0,2	0,1	0,1	- 0,1	- 0,3
■ Taux à 3 mois <sup>(1)</sup> Euribor	1,4	0,6	0,2	0,2	0,0	- 0,3
■ Taux de rendement des emprunts d'État à long terme <sup>(1)</sup> TME	3,4	2,6	2,3	1,7	0,9	0,5
■ Indice du cours des actions françaises <sup>(2)</sup> CAC 40	3 159,8	3 641,1	4 296,0	4 272,8	4 637,1	4 862,3
■ Indice du cours des actions européennes <sup>2</sup> EuroStoxx 50	2 316,6	2 635,9	3 109,0	3 146,4	3 288,0	3 290,5

(1) Moyenne sur l'année

(2) Dernière valeur de l'année

Source : Banque de France